

# MENTIONS LEGALES

En vigueur au 24/05/2024

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des utilisateurs et visiteurs, ci-après l'"**Utilisateur**", du site ikattan.com , ci-après le "**Site**", les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le Site par l'Utilisateur implique acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le Site à la rubrique « **Mentions légales** ».

## ARTICLE 1 - L'EDITEUR

L'édition du Site est assurée par Ikattan SASU au capital de 7000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 921325908 dont le siège social est situé au 13 RUE BLASCO IBANEZ 69100 VILLEURBANNE,  
Numéro de téléphone 0745558771,  
Adresse e-mail : contact@ikattan.com.  
N° de TVA intracommunautaire : FR81921325908  
Le Directeur de la publication est Sellé TOURE  
ci-après l'"**Editeur**".

## ARTICLE 2 - L'HEBERGEUR

L'hébergeur du Site est la société HOSTINGER INTERNATIONAL LTD, dont le siège social est situé au 61 Lordou Vironos Street, 6023 Larnaca, Chypre , avec le numéro de téléphone : +37064503378

## ARTICLE 3 - ACCES AU SITE

Le Site est accessible en tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension du Site, l'Editeur ne saurait être tenu responsable.

## ARTICLE 4 - COLLECTE DES DONNEES

Le site est exempté de déclaration à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) dans la mesure où il ne collecte aucune donnée concernant les utilisateurs.

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du Site, sans autorisation de l'Editeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil.